

## Le congrès radical et radical-socialiste de Marseille (26 et 29 octobre 1938) ou le triomphe d'Édouard Daladier

Le Congrès radical et radical-socialiste qui se tient à Marseille, du 26 au 29 octobre 1938, est une étape importante dans la carrière de Daladier et dans l'histoire de la France à la veille de la Seconde guerre mondiale. Réuni au lendemain de la conférence de Munich, il plébiscite le président du Conseil, précipite la rupture avec les communistes, accentue l'évolution à droite, il dépasse singulièrement l'histoire locale qui cependant pèse sur lui tragiquement. Il nous a paru intéressant de rappeler comment ces événements furent enregistrés par la presse et par l'opinion marseillaise, nous inspirant très largement du mémoire d'études supérieures de M<sup>lle</sup> Chantal Borne que nous remercions.

À Munich, Daladier avait cédé devant la force des choses. La France ne pouvait pas défendre, seule, la Tchécoslovaquie, alors que la Grande-Bretagne n'avait pas désespéré d'obtenir et de définir un accord avec l'Allemagne, que l'opinion française était mal informée et divisée, que la droite avait, souvent, repris à son compte le pacifisme traditionnel de la gauche. Politique sans doute inévitable (les choses étant ce qu'elles étaient, peu glorieuses certes), qui mettait la France à la remorque de la Grande-Bretagne mais qui répondait au vœu profond du plus grand nombre. Aussi la péripétie de Munich est-elle accueillie avec une extrême faveur, avec foi, par une opinion nationale qui y voit, non un répit, mais le début d'une longue période de paix. Marseille ne manque pas à la règle, comme le rappelle le *Petit Marseillais* du 1<sup>er</sup> octobre 1938.

« C'est avec une explosion de joie que Marseille a appris l'accord intervenu à Munich... Dans les tramways, on s'interpellait, on sympathisait et cela était simplement émouvant. On vit des femmes pleurer de joie à l'espoir que le retour des êtres chers appelés sous les drapeaux serait imminent, à la certitude qu'il n'y avait pas de guerre, qu'il n'y aurait plus de guerre !... »<sup>1</sup>

Sentiment essentiel, élémentaire sur lequel se greffe une autre raison de reconnaissance à l'endroit d'Edouard Daladier. La politique du Front populaire a déçu souvent ceux qui étaient indifférents en matière politique, qui attendaient avant tout l'ordre et l'efficacité. Les retards de l'Exposition Internationale de 1937 (pour la première fois, une exposition internationale rompt avec la tradition et paraît, à tort ou à raison, un échec) font condamner une politique de laisser-aller, de facilité, prime à la paresse et à la reven-dication. Dans le cas de Marseille, la municipalité, dirigée par le socialiste Henri Tasso, est jugée avec sévérité. Non que Tasso, soit un de ces politiciens du Midi dont l'image est soigneusement entretenue dans la presse parisienne, mais il prend la suite de municipalités qui ont eu une gestion médiocre, ont favorisé sans vergogne leurs électeurs, ont, dans le cas de la municipalité Ribot-Sabiani, peuplé les services municipaux de gens du milieu au casier judiciaire parfois chargé.

Précisément l'incendie des Nouvelles Galeries qui éclate au début de l'après-midi du 26 octobre et que les congressistes peuvent suivre d'autant mieux que l'Hôtel Noailles où ils sont logés est en face du magasin et que des flammes attisées par un vent violent arrivent jusqu'à leurs chambres, vient cruellement confirmer cette impression généralisée de désordre, d'incurie. 73 victimes (et, par chance, le sinistre a éclaté alors que le magasin venait d'ouvrir), paient ces méthodes. Les moyens de lutte pour combattre le feu ont paru dérisoires. Une plaisanterie cruelle va courir : « La bouillabaisse chez Basso (restaurateur célèbre), la grillade chez Tasso ». Encore une fois, il s'agit d'un malheur plus fortement ressenti qu'en d'autres circonstances, les ministres, les délégués radicaux, ont senti la chaleur du feu et ont pu constater l'inanité des premiers secours. Des valises et des dossiers

1. Certains Marseillais étaient montés, pieds nus, à Notre-Dame de la Garde, cf. I.-R. PALANQUE, *Histoire du diocèse de Marseille*, p. 288.

appartenant à des ministres ont disparu ; Simon Sabiani, sauve une partie des papiers du ministre de l'Air, Guy La Chambre, tandis que Jules Jullien, ministre des P.T.T., dans une artère proche, est blessé à la main par des décombres. En bref, une atmosphère de panique. Un témoin, M<sup>e</sup> Pierre Milani, confiera à M<sup>lle</sup> Bordes, le pressentiment qui fut le sien que toutes les catastrophes allaient s'abattre sur la France. Et tout cela pourquoi ? Faute d'autorité, faute de chef. Et l'idée se répand : qu'eût été une guerre alors que la lutte contre le feu était si déficiente ? De quels périls Daladier n'a-t-il pas préservé la France par son bon sens, sa sagesse, son patriotisme ? Conception, bien entendu, simpliste qui fait retomber sur la seule municipalité Tasso, la responsabilité du malheur et vaut à Daladier un regain de popularité sans raison, mais nous enregistrons sans plus.

Dès lors, Daladier n'aura aucune peine à triompher des réserves d'une fraction des parlementaires radicaux qui redoutaient la rupture avec la gauche et la répudiation de tout accord avec Moscou. En face d'un Herriot fatigué qui se contente des fonctions de président de la Chambre et du rôle auguste de Cassandre, il apparaît comme l'homme de la décision et du destin. Il n'est que de lire l'essai de Daniel Halévy sur 1938 pour comprendre combien l'événement plus que son propre génie le portait. Sa victoire va s'affirmer aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Dès son arrivée, au Congrès, Daladier a été l'objet de manifestations enthousiastes.

« A sa descente de voiture, M. Daladier est l'objet d'une enthousiaste ovation... Les délégués l'assaillent littéralement en criant : Vive Daladier, vive la Paix ! Des hommes, des femmes cherchent à le toucher avec une dévotion un peu puérile. A la sortie, les mêmes manifestations se renouvellent tandis que les journalistes anglais laissent échapper : c'est l'homme du moment. S'en doute-t-il ? »

Le Congrès, loin d'atténuer ce délire, le confirme avec éclat. Daladier, en fait d'ailleurs un test. Il met le marché en main, il cherche un plébiscite. L'heure n'est plus aux motions balancées qui ménagent la thèse et l'antithèse, qui concilient le blanc et le noir, qui associent les vertus contradictoires.

« Aujourd'hui, j'ai choisi ma route, Je ne me soucie point des critiques, ni des intrigues, ni en ce que dans les temps plus anciens on appelait des manœuvres. J'irai droit devant moi si je suis d'accord avec vous. Mais il faudra, non pas aujourd'hui, mais à la fin de ce congrès, quand toutes les thèses se seront affrontées... il faudra me dire si oui ou non vous êtes d'accord, quelles que soient les difficultés, nous les surmonterons.<sup>3</sup>

Le programme est de remettre la France au travail, non pas en supprimant la loi de 40 heures, encore que la France soit seule à l'avoir adoptée, mais en l'aménageant et en permettant, par le jeu des heures supplémentaires, d'accroître la production. Il faut en finir aussi avec les grèves politisées, moyen de pression inadmissible sur un gouvernement démocratique.

« Nul ne songe à porter atteinte au droit de grève. Mais, là encore, dans l'intérêt du succès d'un mouvement, qui est parfois légitime, nous disons que la grève ne peut être le résultat de la volonté momentanée de quelques hommes et qu'elle doit être votée librement au scrutin secret par les ouvriers eux-mêmes. »<sup>4</sup>

Cette première remise en ordre ne saurait suffire. La France est menacée par les propagandes étrangères, on ne dit pas encore les cinquièmes colonnes. En particulier le militant du Bas-Rhin, qui est intervenu le 29 octobre a signalé l'ampleur inquiétante de l'autonomisme en Alsace-Lorraine. Mais, Daladier envisage aussi les influences fascistes, nazies, communistes.

« Trop de propagandes et trop de théories qui cachent souvent sous un manteau fallacieux des intérêts ou des ambitions étrangères, se disputent comme une proie les consciences françaises. Nous sommes un pays de liberté ; chacun a le droit en France de dire et de défendre ce qui lui paraît être la vérité ; mais, la France n'a pas à devenir le champ clos de toutes les contradictions et de toutes les controverses qui déchirent le monde moderne... L'Allemagne hitlérienne, l'Italie fasciste, la Russie communiste interdisent sur leur sol la propagande démocratique. C'est leur droit d'Etat souverain, et je ne le conteste pas. La République française dont la patience a peut-être été excessive, veillera désormais à rendre impossible toute entreprise quelle qu'elle soit qui ne surgirait pas des profondeurs mêmes de notre patrie. »<sup>5</sup>

3. *Actes du Congrès*, p. 369.

5. *Actes du Congrès*, p. 386.

Un préalable est nécessaire : la rupture avec les communistes et l'abandon du programme de Front populaire que Daladier avait contribué à faire adopter. Vraisemblablement Daladier est ulcéré par les critiques communistes qui le présentent comme un valet du capitalisme et du dictateur allemand ; il redoute que les communistes ne gênent sa politique de paix extérieure et de relèvement intérieur, mais il sait aussi que ses prises de position sans équivoque qu'il précise dès le départ, dans l'après-midi du 27 octobre, répondent à l'attente de la majorité des militants qui veulent moins jouer un jeu de bascule dans lequel les radicaux excellent que rendre au parti un visage national et rassurant.

Est-ce à dire que les positions abruptes du Président du Conseil soient acceptées sans appréhensions et sans réserves ? Une certaine opposition se dessine dans les coulisses du Congrès et au sein de la commission politique générale. Perney rappelle le mot d'ordre connu : « pas d'ennemi à gauche ». Yvon Delbos, un des sages du parti, aurait désiré plus de ménagements, de manière à ne pas se couper des socialistes. Se dessine déjà l'attitude d'Albert Bayet, qui va se préciser par la suite et d'Edouard Herriot qui craint une rupture avec la Russie et à en croire *Le Petit Marseillais* du 29 octobre 1938, aurait même quitté la réunion en disant : « Je n'ai rien à faire ici ».

Effectivement, après que Thiebaut, maire de Verdun, rapporteur de la commission politique générale, eut pris acte, le 29 octobre de la rupture du Front populaire par les communistes, les positions s'affrontent avec une rare violence sur la politique intérieure lorsque Albert Bayet, parlant au nom de la minorité, battue d'avance, mais non résignée, « déplore, profondément la rupture du Front populaire ». Utilisant une expression qui sera reprise, il affirme qu'il ne collaborera pas, qu'il ne collaborera jamais « avec les Flandin, avec la Cagoule ».

« J'ai toujours été pacifiste, et j'ai subi bien des insultes quand, jadis, je demandais qu'on rendit à la République allemande par générosité ce que, peut-être demain, on lui rendra par la force. Je suis pacifiste, mais, je condamne, je flétris publiquement un certain pacifisme d'objection de conscience que j'appelle du nom qu'il mérite : la lâcheté. Je n'admets pas que, sous des plumes d'éducateurs de la Nation, on trouve des phrases comme celles-ci : « La France

« doit prendre conscience de sa position diminuée en Europe », « La France doit « prendre conscience de son déclin, et c'est tant mieux ! »

Intervention courageuse, mais qui va à contre-courant. Interrompu sans ménagements, par les cris « à Moscou ! », Albert Bayet a dit ce qu'il voulait dire, mais sans illusion. Depuis la veille, depuis le débat sur la politique étrangère, les jeux sont faits.

On sait que le Congrès radical était déchiré par l'opposition d'Edouard Herriot et d'Edouard Daladier, par la guerre des deux Edouard. Différence des cultures, des tempéraments, des talents. Edouard Herriot était, osons le mot, la Castafiore du parti radical, sa diva, sa vedette la plus éblouissante. Et ceux qui l'ont entendu savent quel orateur il était. Patriote, il avait toujours eu un sens plus aigu des périls extérieurs qui menaçaient la France. D'où sa volonté de ne pas rompre avec les Etats-Unis sur la question des dettes, ses ménagements à l'égard de la Russie auxquels Moscou a toujours été sensible. Mais il arrivait que son éloquence certaine le desservit et qu'il parût, vraisemblablement à tort, plus comme un rhéteur que comme un homme d'action. Son conservatisme viscéral, ses dérobades soudaines, les critiques jadis de Bergery, les attaques de la droite, avaient diminué ce que nous appellerions sa crédibilité. Aussi paradoxal que cela fût, Daladier qui se laissait encore davantage poussé par la vague quotidienne et qui avait donné sa mesure de capacité à la veille du 6 février 1934 et sa mesure d'énergie, lors du même 6 février, paraissait davantage un homme d'Etat. Dès lors, il était difficile de remonter la pente de sa popularité et de l'amener à une autre politique étrangère. C'est ce qu'avait pourtant essayé Herriot dans la matinée du 29 octobre qui constitua le point culminant de ce congrès exceptionnel.

Herriot commence par constater que les institutions internationales ont fait faillite.

« ... Société des Nations, pacte, convention, traités particuliers, tout cela a sombré ! Oui, nous assistons dans l'année 1938 où nous sommes, à ce que je me crois en droit d'appeler « le naufrage de la morale internationale » que nous

« avons essayé d'organiser après la guerre et qui nous paraissait devoir être la « sauvegarde de la paix. »<sup>6</sup>

Fidèle à lui-même, il fait appel aux Etats-Unis, estimant que désormais, la paix exigera plus que des interventions courageuses et solennelles<sup>7</sup>. Mais, plus encore, il demande de tenir compte de la Russie, de ne pas lui appliquer « la politique, au reste, condamnée par l'expérience du fil de fer barbelé »<sup>8</sup>.

Ces combats d'arrière-garde (Herriot, Bayet) ne changent rien. La dernière intervention de Daladier est saluée par des applaudissements répétés et prolongés. « Messieurs les congressistes se lèvent et applaudissent le président du Conseil ». Daladier est, par acclamations, confirmé dans ses fonctions. L'ordre du jour final reprend les thèmes de Daladier. « Il donne son entière adhésion à son courageux effort pour restaurer et donner le travail... Il constate que le parti communiste par l'agitation qu'il entretient à travers le pays, par les difficultés qu'il a créées aux gouvernements qui se sont succédés depuis 1936, par son opposition agressive et impérieuse de ces derniers mois a rompu la solidarité qui l'unissait aux autres partis du Rassemblement populaire. » L'ordre du jour demande des mesures économiques vigoureuses et la stabilité politique qu'exigent les circonstances. Ce n'est pas une motion nègre-blanc, qui satisfait la droite et la gauche du parti, c'est un texte de combat. Comme l'écrit *l'Epoque* du 31 octobre 1938 : « Ne chicanons pas. Le Congrès de Marseille s'achève par une victoire totale de M. Daladier. Il rentre à Paris triomphant. »

Le P.P.F., puissant à Marseille où Simon Sabiani le représente et l'anime, est particulièrement comblé. « Bravo et d'accord, M. Daladier », titre son organe *Marseille libre*. « Pour nous P.P.F., commente Simon Sabiani, il nous sera d'autant plus facile et agréable d'applaudir aux actes futurs de Daladier que la plus grande partie de son discours était inspirée des saines et nobles idées du P.P.F. »<sup>9</sup>.

6. *Actes du Congrès*, p. 593.

7. *Ibid.*, p. 597.

8. Gabriel Péri dans *l'Humanité* du 5 novembre reprendra l'expression.

9. *Marseille libre*, 6 novembre 1938. Lire la thèse manuscrite de M. Ian André Vaucoret, *Un homme politique contesté, Simon Sabiani*, t. II, p. 463.

Effectivement, si l'on met à part *l'Humanité* et *l'Epoque*, le consentement est à peu près unanime. Le lâche soulagement qui a accueilli Munich s'est changé en plébiscite. En vain, Henri de Kerillis affirme que la politique suivie conduit à la servitude à l'endroit de l'Allemagne.

« Oui, écrit Henri de Kerillis, le rapprochement franco-allemand qui est par la logique de la situation actuelle un rapprochement du faible au fort, est devenu la seule carte du Président du Conseil. Il joue sur elle sa politique intérieure comme sa politique internationale. Mais il faut payer ? Eh bien ! il paiera... la France accepte la perte de son prestige et de sa raison d'être historique qui est de faire obstacle à la domination de la Germanie. Je sais bien que M. Daladier espère ainsi sauver la paix. Hélas ! comment ce professeur d'histoire peut-il ignorer à ce point l'Histoire !...<sup>10</sup>

Encore une fois, ce sont des voix isolées.

\*  
\*\*

Comment donc expliquer cette adhésion, cette confiance presque unanimes ? Ampleur de l'inquiétude ? Sentiment que le pays était menacé de l'intérieur et de l'extérieur ? Pacifisme sans nuance mais non sans cause qui unissait toutes les générations et presque tous les partis ? Epuisement après la Première guerre mondiale qui exagérait des périls réels et ralentissait les réflexes de défense ? Sentiment largement répandu qu'il suffit de ne pas vouloir la guerre pour ne pas la subir ? C'est tout le procès de la France de 1938 à un des creux les plus profonds de sa déconcertante histoire. Tout ceci agissant pour présenter Daladier comme un homme de bon sens (ce qu'il était) et de volonté (ce qu'il n'était pas), comme un sauveur (ce qu'il ne pouvait sans doute pas être).

Pierre GUIRAL.

10. *L'Epoque*, 29 octobre 1938.